



Monsieur le Président,

Depuis le 5 décembre, des travailleuses, travailleurs, des camarades, des collègues sont partout en grève sur une question sociale et sociétale majeure qui dépasse le contexte de notre établissement : la contre-réforme des retraites. C'est une mobilisation nationale d'une ampleur inédite, soutenue par plus de 60% de la population ! Cette semaine encore, de multiples actions ont lieu pour dénoncer l'inacceptable, partout en France, dans toutes les professions.

Les étudiants entrent dans l'action et mardi 21 janvier, ils étaient près de 400 sur le Campus Lettres de Nancy à chercher un amphi pour se réunir en AG, amphi que vous avez refusé de leur ouvrir les obligeant à se rassembler dans des conditions de sécurité qui n'étaient pas garanties.

Depuis quelques semaines, l'inquiétude va grandissant et la colère gronde aussi dans l'ESR contre cette contre-réforme et autour de la future Loi de programmation pluriannuelle de la recherche : les bilatérales de la semaine dernière menées par le ministère avec nos syndicats sont plus qu'inquiétantes.

Nous comprenons, avec nos collègues enseignants-chercheurs, chercheurs, BIATSS et IT, qui seront toutes et tous concerné.es, dans les laboratoires et dans les composantes, que ces propositions visent :

- à plus de précarité,
- à augmenter les primes au mérite, comme sont en train de l'expérimenter les BIATSS de l'établissement avec la mise en place du RIFSEEP qui génère de nombreuses interrogations et beaucoup de souffrance
- à valoriser la prétendue « excellence » (augmenter les « chaires »),
- à supprimer le cadre national du service d'enseignement (avec la modulation de service) et à faire exploser la procédure de qualification collégiale nationale,
- à créer une voie contractuelle en concurrence avec les maîtres de conférences et les ITRF fonctionnaires (avec la « tenure-track », ou le CDI de projet),
- à faire du financement par projet la règle dite « darwinienne » de la recherche française.

Ce ne sont pas les mesures que nous attendons : nous voulons une recherche publique financée à la hauteur de ses besoins ! Des laboratoires, des départements, de notre établissement mais aussi de toute la France, publient depuis quelques jours de nombreuses motions demandant le retrait de ce projet, fortement articulé à la réforme des retraites et à l'entreprise de destruction du service public mené par le gouvernement.



Depuis lundi, près de 5 000 enseignants-chercheurs portent une candidature collective à la direction du HCERES, pour dénoncer la crise institutionnelle de l'ESR, « *d'autant plus dramatique qu'elle survient dans une phase de crise sociale, climatique et démocratique dont la résolution passe par la production, la transmission, la critique et la conservation des savoirs.* »

Au 21 janvier plus de 30 revues scientifiques (certaines de grande renommée) et sites réservoirs de données sont en grève, des dizaines de laboratoires ou d'UFR ont annoncé cesser toutes leurs activités pour se consacrer à la mobilisation.

L'EHESS a ouvert un cycle de conférences spécial et inédit consacré à la contre-réforme pour en faire un lieu de débat ouvert à tous et toutes.

Une pétition appelant à un moratoire et à la tenue d'Etats généraux de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur est massivement signée par les directeurs et directrices de laboratoires de toute la France (plus de 200 mercredi soir).

L'Université est le lieu pour s'approprier les questions de société, organisons ensemble des journées de débat sur le temps d'étude et de travail.

Banalisez la journée de mobilisation de demain vendredi 24 janvier, puis toutes les suivantes, pour permettre au plus grand nombre de nos collègues et de nos étudiants de participer aux AG et aux manifestations, comme l'a fait le doyen de la faculté de médecine pour la journée du 14 novembre dernier, comme le font des présidents d'université qui se prononcent contre ces réformes.

M. le Président, contrairement à ce qu'a pu dire la ministre, vous n'êtes pas obligé de n'être qu'un « fonctionnaire d'Etat », de n'être qu'un relai des politiques gouvernementales. Vous êtes également le représentant élu des collègues et des collectifs d'enseignement et de recherche locaux, comme nous vous l'avons déjà fait remarquer. Vous ne pouvez pas continuer à faire comme si rien ne se passait dans notre communauté et dans notre pays, continuer à condamner les actions de mobilisations des collègues et des étudiants, sans jamais avoir un seul mot, publiquement, pour les raisons de leur lutte, ni pour défendre l'avenir d'un ESR Public servi par des agents bénéficiant du statut général de la fonction publique.

Si vous ne souhaitez pas rejoindre vos collègues dans la lutte, pourquoi ne pas être solidaire d'eux en permettant la pleine expression du mécontentement ?